

# TOUS CONTRIBUTEURS

*Le professionnel est l'un des principaux pare-feu dans la réduction voire l'enracinement des risques réels de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme*

## Constats et Recommandations en matière LBC/FT pour les secteurs d'activités supervisés par l'AED

Chambre de Commerce – 26 septembre 2022

Christel KRAEMER      Criminalité Financière, Cheffe de service  
François PIRES PINTO      Criminalité Financière, Chef de service-adjoint



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA

# 1. Introduction (Rappels)



## Publications Rubrique Blanchiment de l'AED

Consultez la rubrique Blanchiment sur le portail fiscal indirect de l'AED :

<https://pfi.public.lu/fr/blanchiment.html>



Portail de la fiscalité indirecte  
Enregistrement · Domaines · TVA

Rechercher sur le site



PROFESSIONNEL

CITOYEN

BLANCHIMENT

PRÉVENTION ET  
SENSIBILISATION

SANCTIONS LBC/FT  
ADMINISTRATIVES

QUESTIONNAIRES  
ET FORMULAIRES

EVALUATION NATIONALE  
DES RISQUES (NRA)

LÉGISLATIONS ET RE-  
COMMANDATIONS

REGISTRE DES  
FIDUCIES ET DES  
TRUSTS

SANCTIONS FINAN-  
CIÈRES INTERNATIO-  
NALES

# 1. Introduction (Rappels)



## Consultez régulièrement le site de l'AED



- [Guides](#)
- [Communication](#)

# 1. Introduction (Rappels)

---



## Les secteurs d'activités supervisés par l'AED en matière LBC/FT

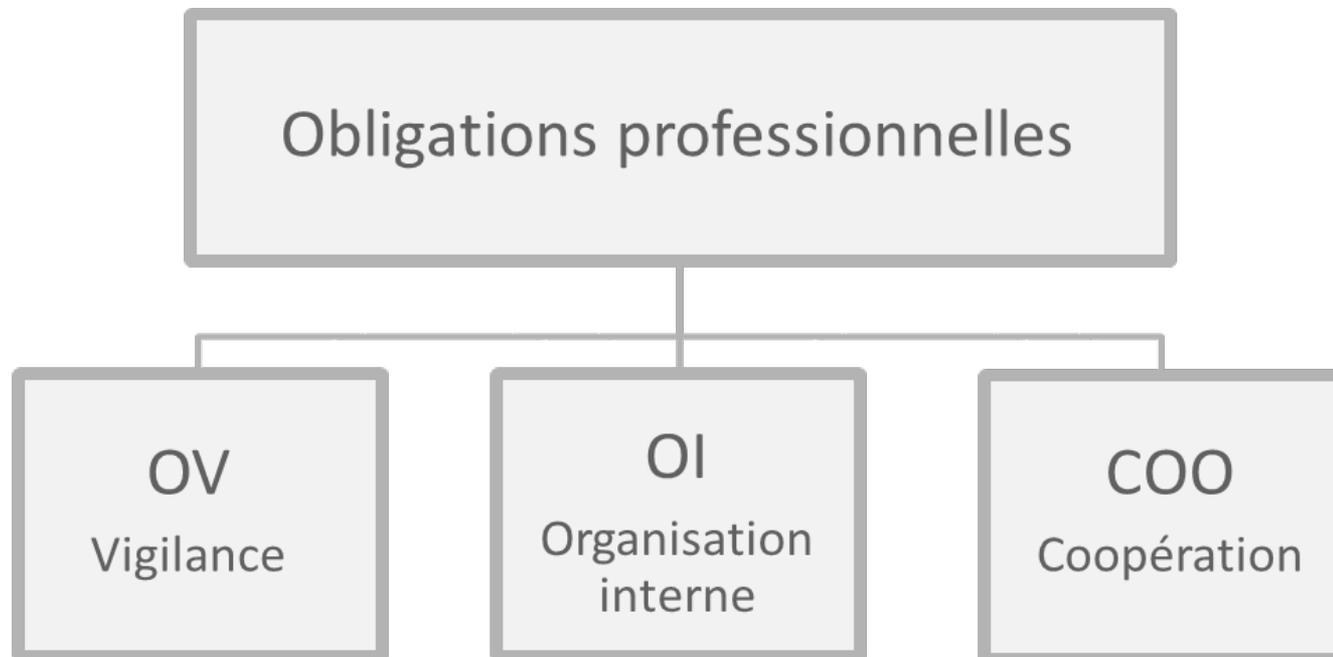
- Professionnels de la comptabilité hors experts comptables;
- Agents immobiliers et promoteurs immobiliers;
- Prestataires de services aux sociétés et fiducies;
- Prestataires de services de jeux d'argent et de hasard;
- Opérateurs en zone franche autorisés à exercer leur activité en vertu d'un agrément de l'Administration des douanes et accises;
- Négociants de biens pour paiements effectués/reçus en espèces pour un montant de 10.000 euros au moins.
- Véhicules financiers non supervisés par la CSSF

# 1. Introduction (Rappels)

---



## Rappel des obligations professionnelles



# Constats et Recommandations pour 4 secteurs prioritaires (préparation GAFI)

---



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA

SECTEUR IMMOBILIER  
Niveau de risque HIGH

PROFESSIONNELS DE LA  
COMPTABILITE  
Niveau de risque HIGH

BUSINESS CENTER (PSSF)  
Niveau de risque HIGH

MARCHANDS DE BIEN-BIJOUTERIES  
Niveau de risque MEDIUM

# Les 3 PILIERS des obligations professionnelles : l'obligation de vigilance

---



- Quels sont les sous-piliers de l'obligation de vigilance?

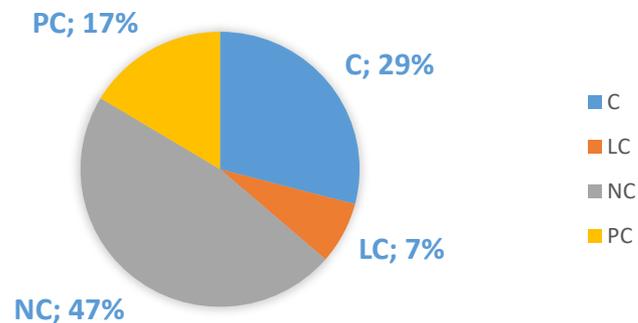


# Constats – Conformité Obligation de Vigilance (OV) – Contrôles sur place 2021

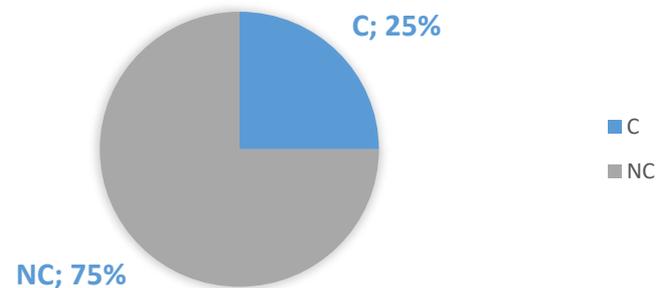


LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA

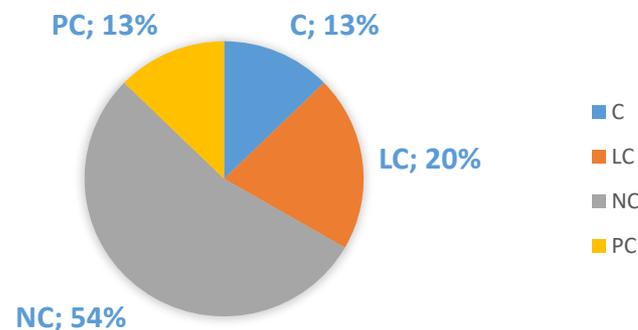
## SECTEUR COMPTABLES – OV



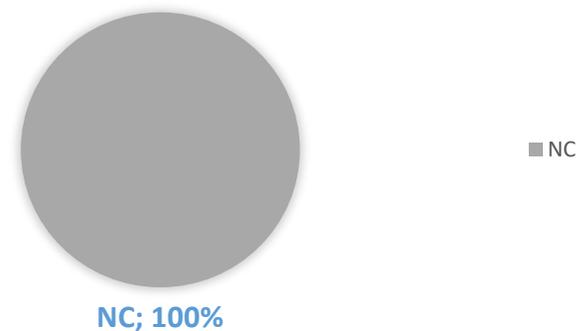
## SECTEUR PSSF BUSINESS CENTRES - OV



## SECTEUR AGENTS IMMOBILIERS - OV



## SECTEUR MDB BIJOUTIERS - OV



**C:** Conforme   **LC:** Largement Conforme   **PC:** Partiellement Conforme   **NC:** Non Conforme



## DISPOSITIF EFFICACE



*Identification du Client/Bénéficiaire effectif*



*Vérification de l'identité du Client/Bénéficiaire effectif*



**IDENTIFICATION COMPLÈTE PAR LE PROFESSIONNEL**



## Identification du Client/BE

### Comment?



Document de source fiable et indépendante

### Quand?

*Avant l'entrée en relation d'affaire*

*Avant l'exécution de toute opération*

*Pendant toute la durée de la relation d'affaires  
→ Principe de vigilance  
Art. 3 (2) (d) Loi LBC/FT*

## Vérification de l'identité du Client/BE

**Quand?**

*Avant l'entrée en relation d'affaire*

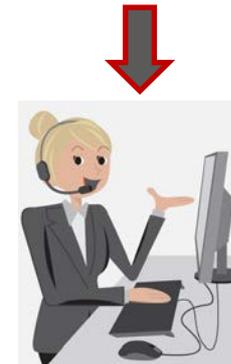
*Avant l'exécution de toute opération*

**2 situations:**

Relation d'affaires en présence  
physique du client/BE  
(Face-à-face)



Relation d'affaires à distance



# Recommandations : Conformité - Obligation d'identification



Relation d'affaires en présence physique du client/BE (Face-à-face)



Vérification par le professionnel



**Comment?**

-**Copie** carte identité/Passeport lors de la rencontre du client/BE



-**Certification** par le professionnel = indication de la **date de rencontre du client/BE** + **nom du responsable LBC/FT**

**Démonstration matérielle et effective de la vérification de l'identité du client + du bénéficiaire effectif**

Relation d'affaires à distance



Certification par une autorité compétente et indépendante des documents (Carte d'identité/Passeport) fournis par le client/BE



**Autorité compétente et indépendante**

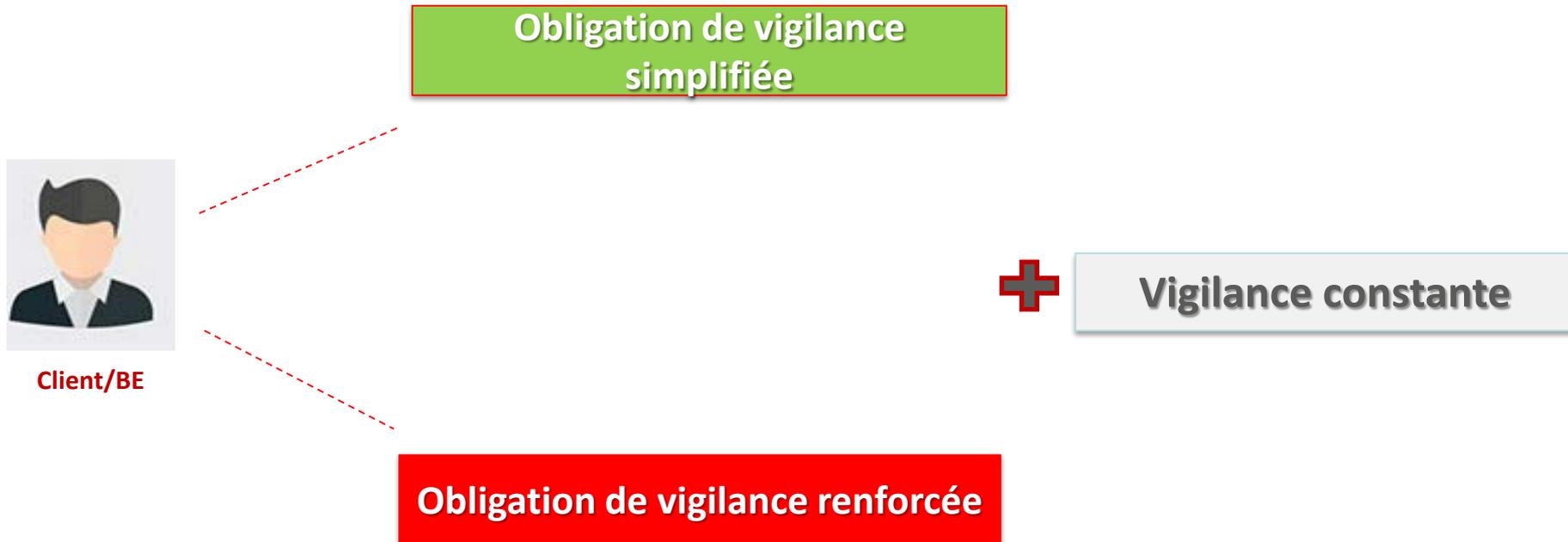


**Professionnel**

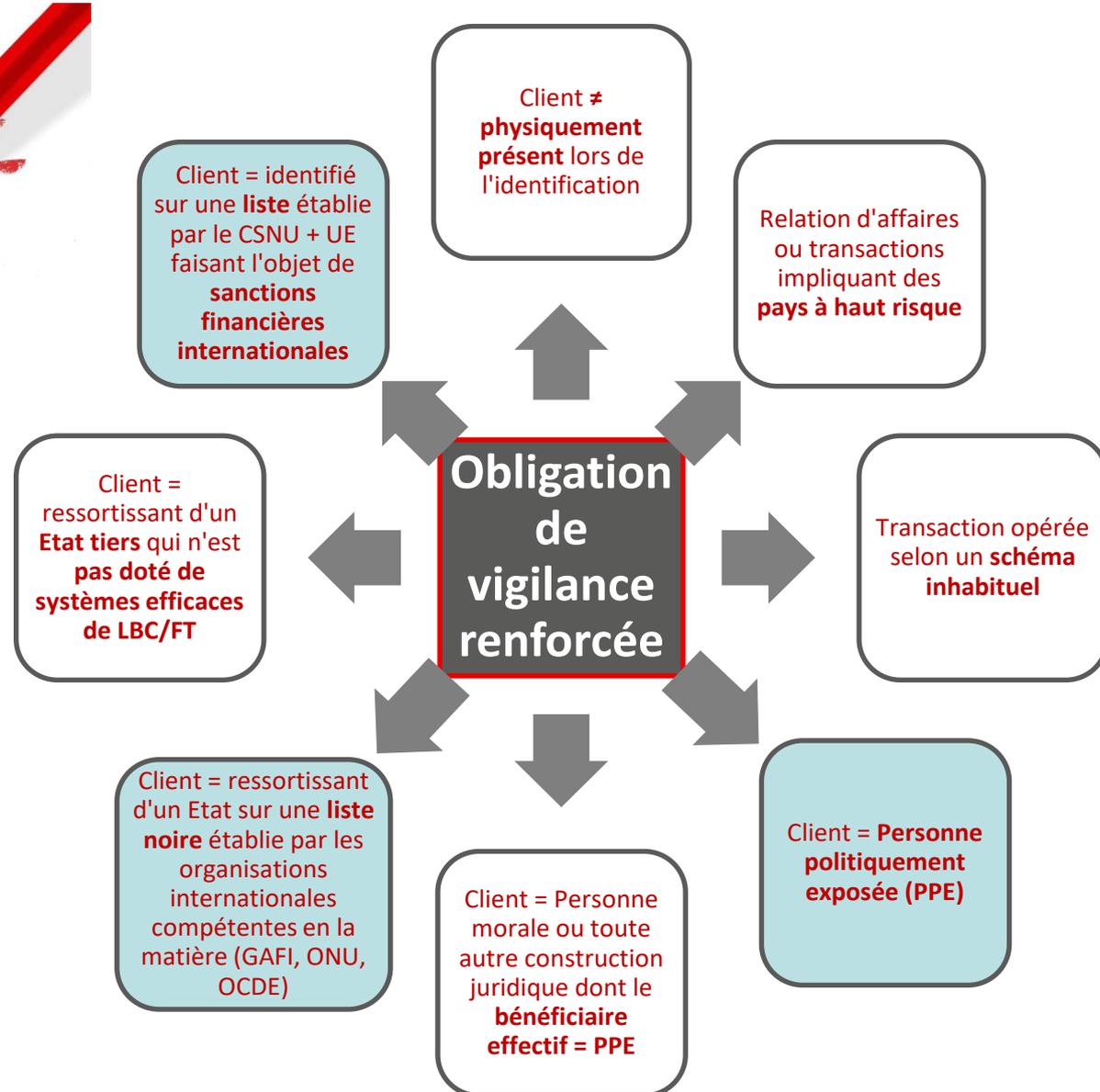


Date d'établissement du certificat **≠ inférieur à 3 mois** précédent l'entrée en relation d'affaires

# Recommandations : Conformité – Détermination du risque du client



# Recommandations : Conformité – Détermination du risque du client





Client/Bénéficiaire effectif repris sur  
**Liste ONU/UE**



**RISQUE ÉLEVÉ**



***VIGILANCE RENFORCÉE***  
***Article 3-2 Loi du 12 novembre 2004 LBC/FT***



***Information automatique du MINFIN***



## Mesures restrictives en matière financière

### *Article 2, 4) de la loi du 19 décembre 2020*

**Interdiction ou restriction:**

*1° activités financières de toute nature*

*2° fournir des services financiers, une assistance technique de formation ou de conseil*

*3° gel de fonds, d'avoirs ou d'autres ressources économiques*



# Sanctions financières internationales



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA

PROFESSIONNEL

CITOYEN

**BLANCHIMENT**

PRÉVENTION ET  
SENSIBILISATION

SANCTIONS LBC/FT  
ADMINISTRATIVES

QUESTIONNAIRES  
ET FORMULAIRES

EVALUATION NATIONALE  
DES RISQUES (NRA)

LÉGISLATIONS ET RE-  
COMMANDATIONS

REGISTRE DES  
FIDUCIES ET DES  
TRUSTS

**SANCTIONS FINAN-  
CIÈRES INTERNATIO-  
NALES**

[🏠](#) > [Blanchiment](#)

## Sanctions financières internationales



# Sanctions financières internationales



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA

## ■ Liens gouvernementaux

[Lien vers le site du Ministère des Finances.](#)

Veuillez contacter directement le Ministère des Finances à l'adresse suivante : [sanctions@fi.etat.lu](mailto:sanctions@fi.etat.lu)

### Situation Russie/Ukraine

▶ : [Russie/Ukraine: Nouvelles sanctions](#)

- + **Qu'est-ce que les sanctions financières internationales ?**
- + **Qui est responsable pour l'établissement des sanctions financières internationales au Luxembourg ?**
- + **Quelles sont les autorités compétentes chargées de la surveillance de la mise en œuvre par les professionnels des dispositions relatives aux sanctions financières internationales ?**
- + **En quoi consiste le contrôle en matière de sanctions financières internationales (SFI) ?**
- + **Où identifier un client et/ou un bénéficiaire effectif listé ?**

## Outils de recherche

### Liste sanctions financières internationales onusiennes (ONU et CSNU)

- ▶ [Liste récapitulative CSNU](#)
- ▶ [Moteur de recherche ONU](#)

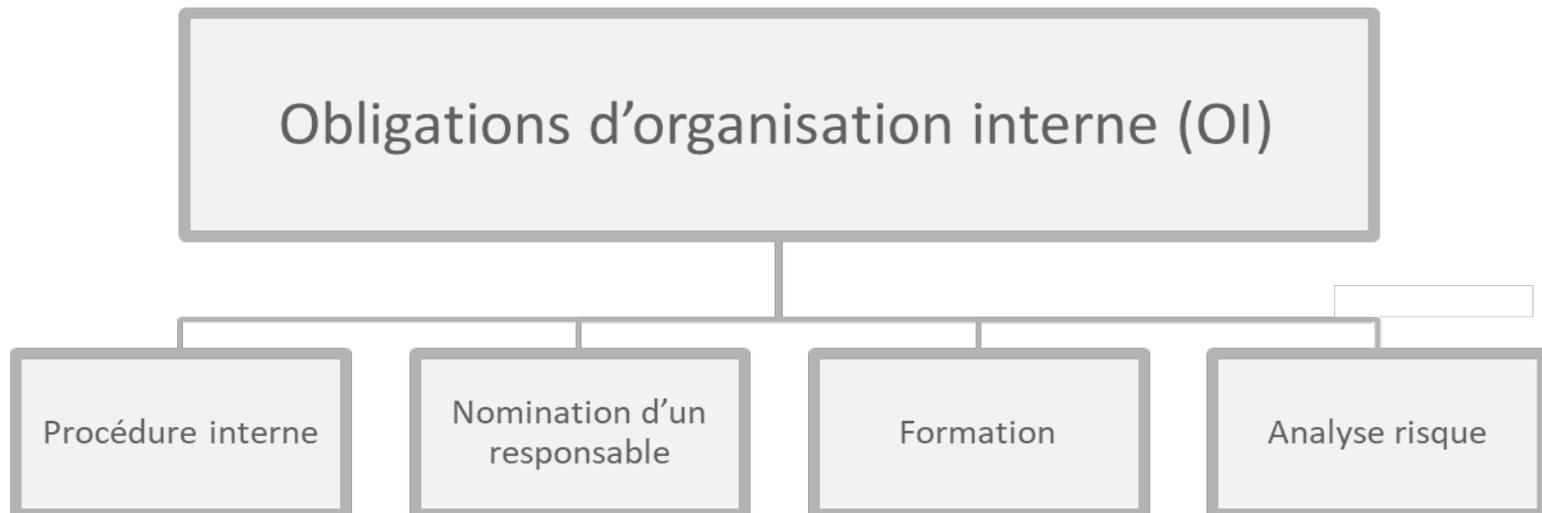
### Liste sanctions financières européennes ( PESC/UE)

- ▶ [EU Sanctions Map](#)
- ▶ [EU Sanctions whistleblower tool](#)
- ▶ [UE - Liste consolidée des sanctions financières au 22.09.2022](#)

# Les 3 PILIERS des obligations professionnelles : l'obligation d'Organisation interne



- Quels sont les sous-piliers de l'obligation d'Organisation interne?

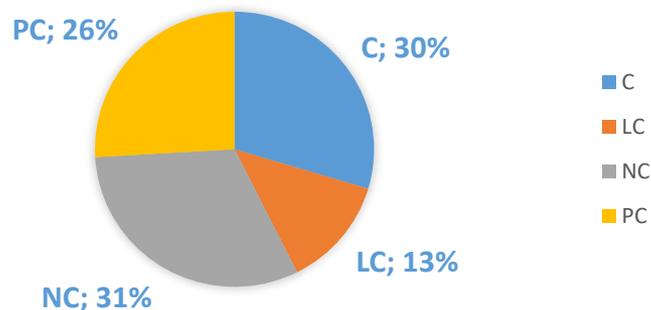


# Constats – Conformité Obligation d'Organisation Interne (OI) – Contrôles sur place 2021

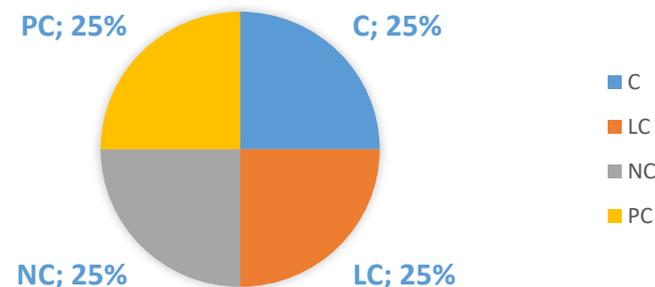


LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA

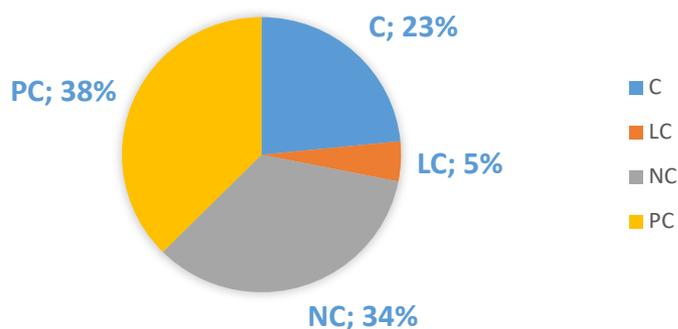
## SECTEUR COMPTABLES - OI



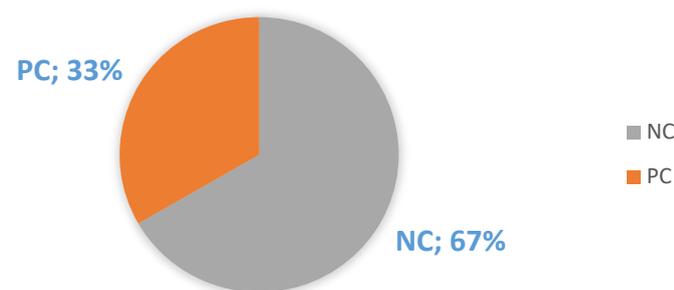
## SECTEUR PSSF BUSINESS CENTRES - OI



## SECTEUR AGENTS IMMOBILIERS - OI



## SECTEUR MDB BIJOUTIERS - OI

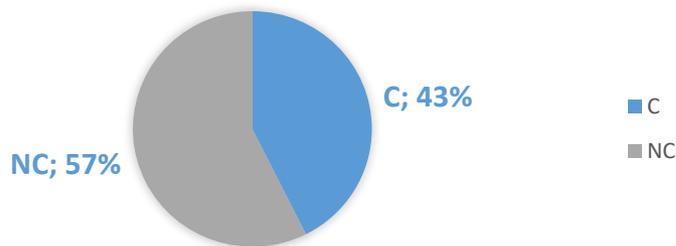


**C:** Conforme **LC:** Largement Conforme **PC:** Partiellement Conforme **NC:** Non Conforme

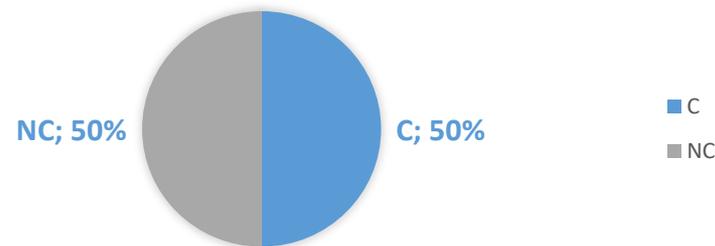
# Constats – Conformité Obligation d'Organisation Interne (OI) – Manuel de procédure interne LBC/FT



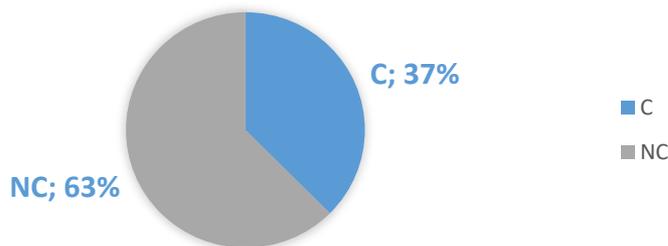
CONFORMITÉ - PROCEDURE INTERNE  
LBC/FT - SECTEUR COMPTABLES



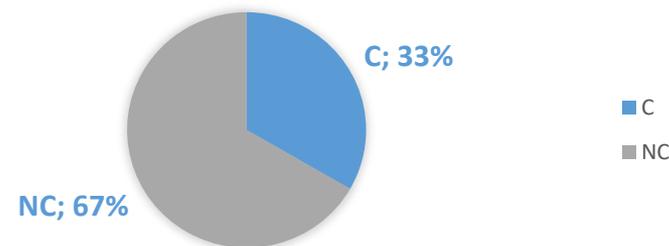
CONFORMITÉ - PROCEDURE INTERNE  
LBC/FT - SECTEUR PSSF - BUSINESS CENTRES



CONFORMITÉ - PROCEDURE INTERNE  
LBC/FT - SECTEUR AGENTS IMMOBILIERS



CONFORMITÉ - PROCEDURE INTERNE  
LBC/FT - SECTEUR MDB - BIJOUTIERS



C: Conforme    NC: Non Conforme



Manuel/ mode d'emploi/ procédure d'organisation interne qui **détaille** votre **procédure** et **les mesures** mises en place par vous afin de **prévenir** **les risques de blanchiment et de financement du terrorisme**.

## Doit répondre à la question « COMMENT » ?

**Proportionné à la nature** de votre **activité** (*Comptable, Immobilière, Businesscenter, etc*)

**Proportionné aux risques** de votre **secteur**  
(*Tout secteur a un niveau de risque identifié par le [NRA](#)*)

**Proportionné à la taille** de votre **entreprise** càd au **CHIDA**, au **nombre de transactions**, au **nombre de personnel**, à la **demande** etc.

**Accessible** à l'ensemble de votre personnel

**Continuellement mis à jour**  
(*Vigilance constante*)



## La procédure interne

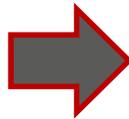
### Quels en sont les aspects les plus importants ?

- La nomination du compliance officer
- La description de la formation LBC/FT du personnel
- la description des modalités de conservation des documents
- la description des modalités de mises en œuvre de la déclaration d'opération suspecte
- le mécanisme de l'analyse risque propre au professionnel



## La charge de la preuve incombe au professionnel

### OBLIGATION DE FORMALISATION



#### Procédure interne

en application de la loi modifiée du 12 novembre 2004  
relative à la **lutte contre le blanchiment et contre le  
financement du terrorisme**

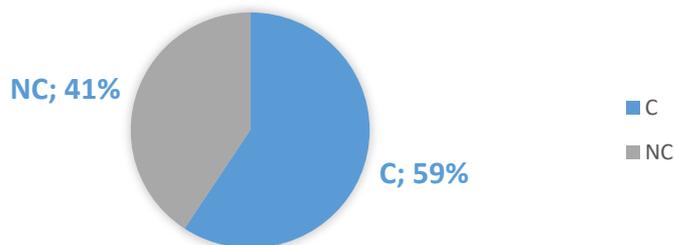
#### Références du professionnel:

Dénomination sociale  
Adresse du siège social  
Numéro d'immatriculation

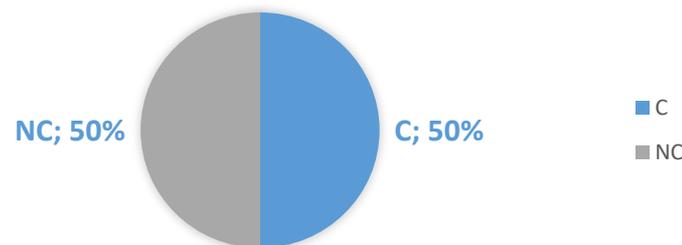
# Constats – Conformité Obligation d'Organisation Interne (OI) – Formation LBC/FT



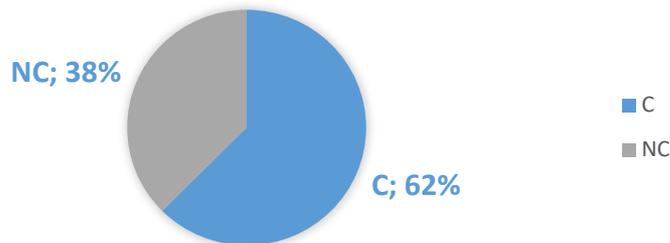
### CONFORMITÉ - FORMATION LBC/FT - SECTEUR COMPTABLES



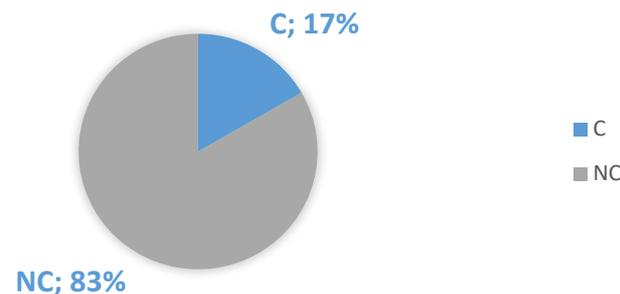
### CONFORMITÉ - FORMATION LBC/FT - SECTEUR PSSF - BUSINESS CENTRES



### CONFORMITÉ - FORMATION LBC/FT - SECTEUR AGENTS IMMOBILIERS



### CONFORMITÉ - FORMATION LBC/FT - SECTEUR MDB - BIJOUTIERS



**C:** Conforme    **NC:** Non Conforme



## La procédure interne

→ doit au moins répondre aux questions suivantes :

- ✓ Le professionnel organise-t-il lui-même les formations LBC/FT?
- ✓ Le professionnel participe-t-il à des formations externes en matière LBC/FT?
- ✓ Quelle est la fréquence des formations organisées ou bien de la participation aux formations?
- ✓ Le professionnel met-il à disposition du personnel l'invitation aux formations et leur contenu?  
**Si oui, comment?**
- ✓ Le professionnel contrôle-t-il les connaissances de son personnel quant aux exigences découlant de la loi LBC/FT?  
**Si oui, à quelle fréquence?**

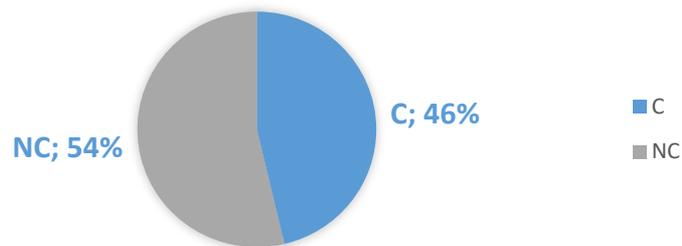


- **Important** : Les **formations LBC/FT** doivent être **accessibles à tous vos employés** et plus particulièrement à ceux qui ont un **contact direct avec la clientèle**
- Les **formations** doivent tenir compte des **modifications légales**
- Les **formations** doivent être **régulières et continues**

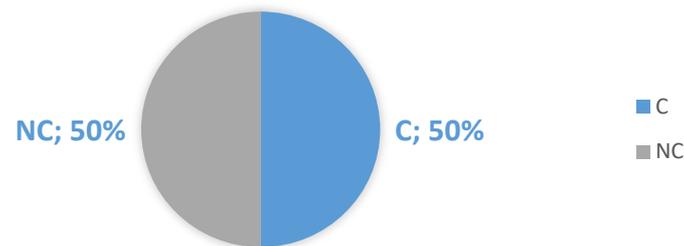
# Constats – Conformité – Analyse Risque LBC/FT



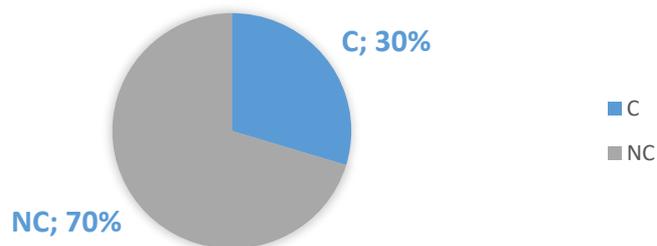
CONFORMITÉ - ANALYSE RISQUE LBC/FT  
- SECTEUR COMPTABLES



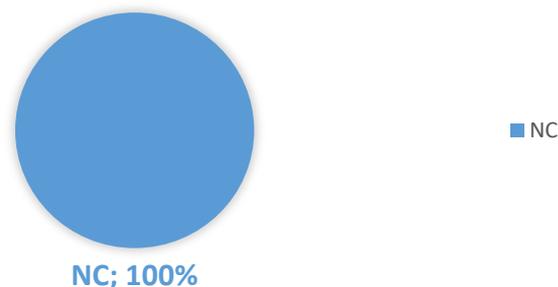
CONFORMITÉ - ANALYSE RISQUE LBC/FT  
- SECTEUR PSSF - BUSINESS CENTRES



CONFORMITÉ - ANALYSE RISQUE LBC/FT  
- SECTEUR AGENTS IMMOBILIERS



CONFORMITÉ - ANALYSE RISQUE LBC/FT  
- SECTEUR MDB - BIJOUTIERS



C: Conforme    NC: Non Conforme

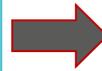
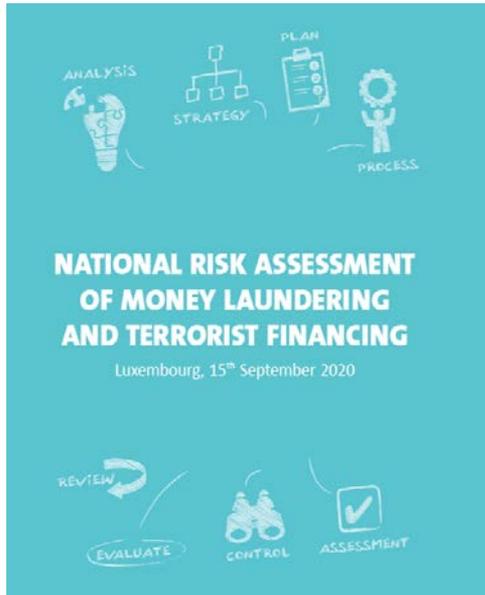


### Lors du contrôle sur dossier ou du contrôle sur place

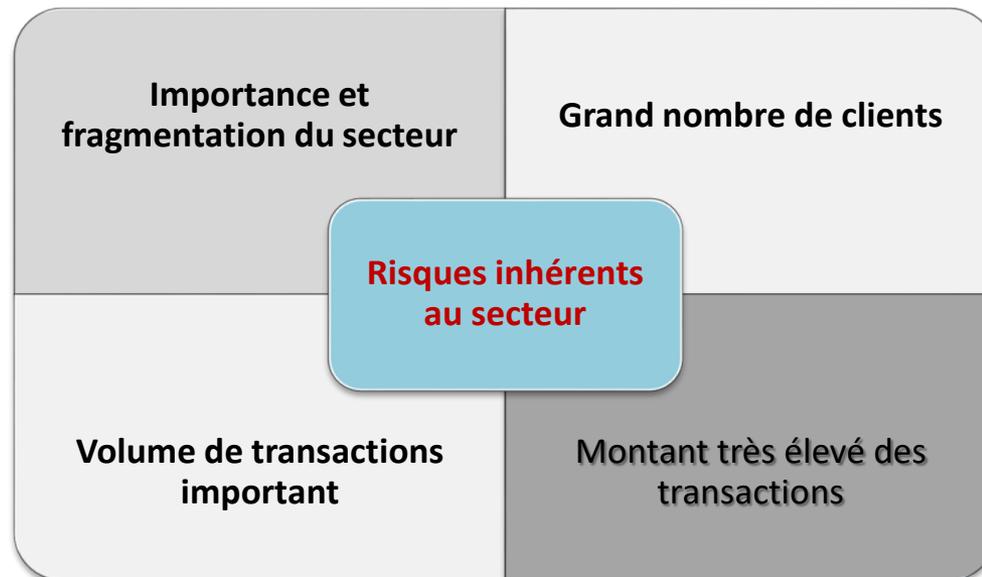
La mise en place d'une analyse de risque en matière de LBC/FT doit être **formalisée** et faire l'objet **d'un document ou figurer sous un chapitre dédié dans le manuel de procédure interne**, démontrant **l'existence et l'application effective d'une méthodologie** relative à la gestion des risques liés au blanchiment et au financement du terrorisme.

**Pièce à l'appui !**

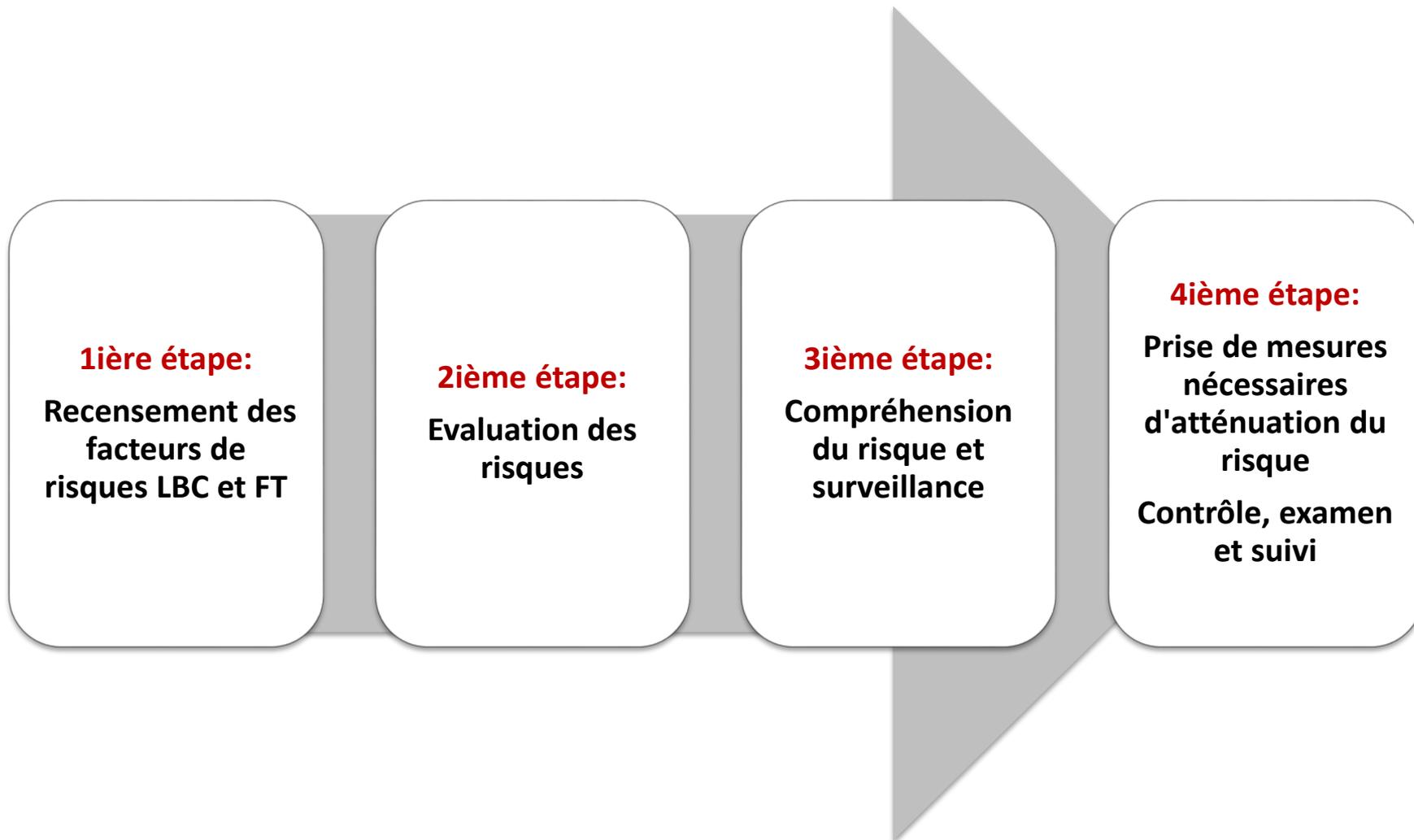
# Recommandations : Conformité – Analyse Risque



	Sector	Subsector	Scope AML/CFT law	Inherent risk
1	Real estate	Real estate agents	Art 2-(l) 10)	HIGH

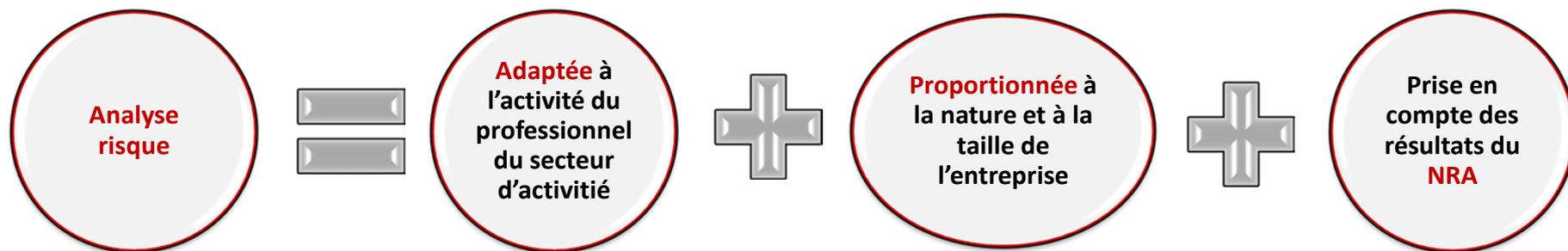


# Recommandations : Conformité – Analyse Risque

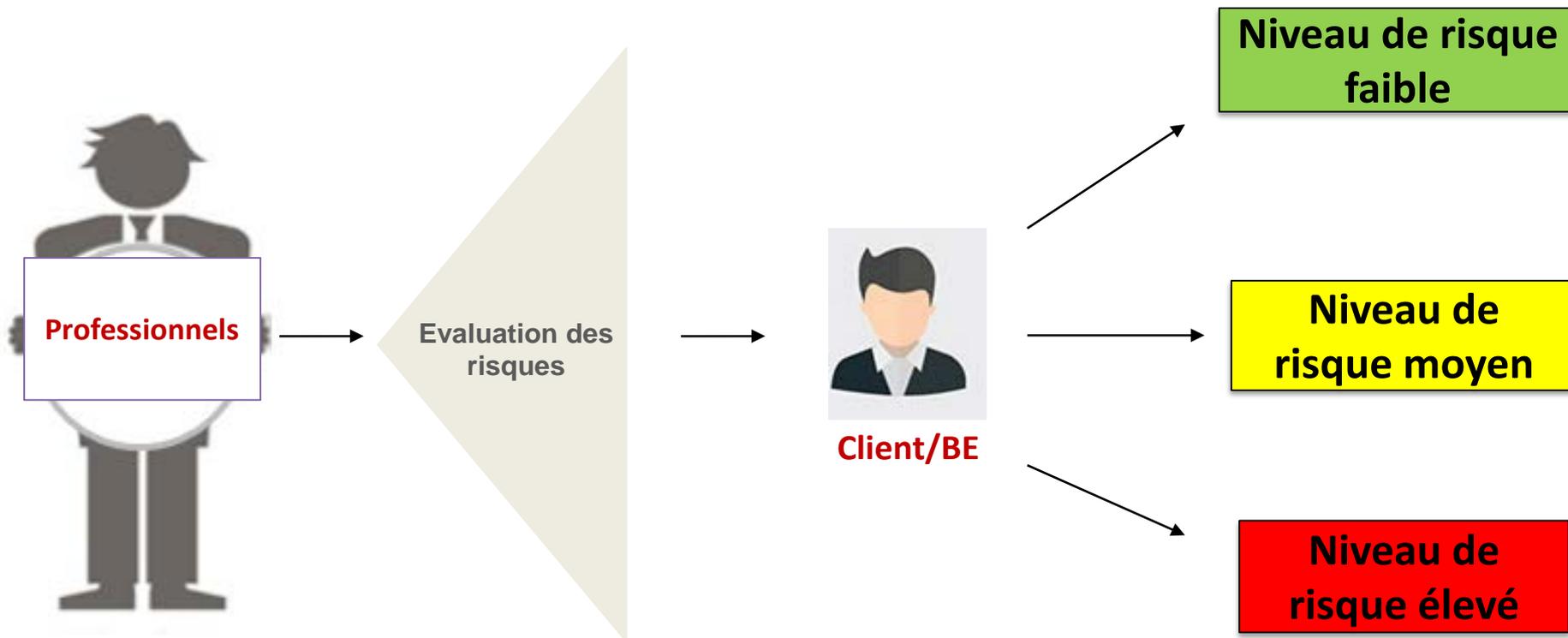




**Il n'existe pas de méthodologie unique**

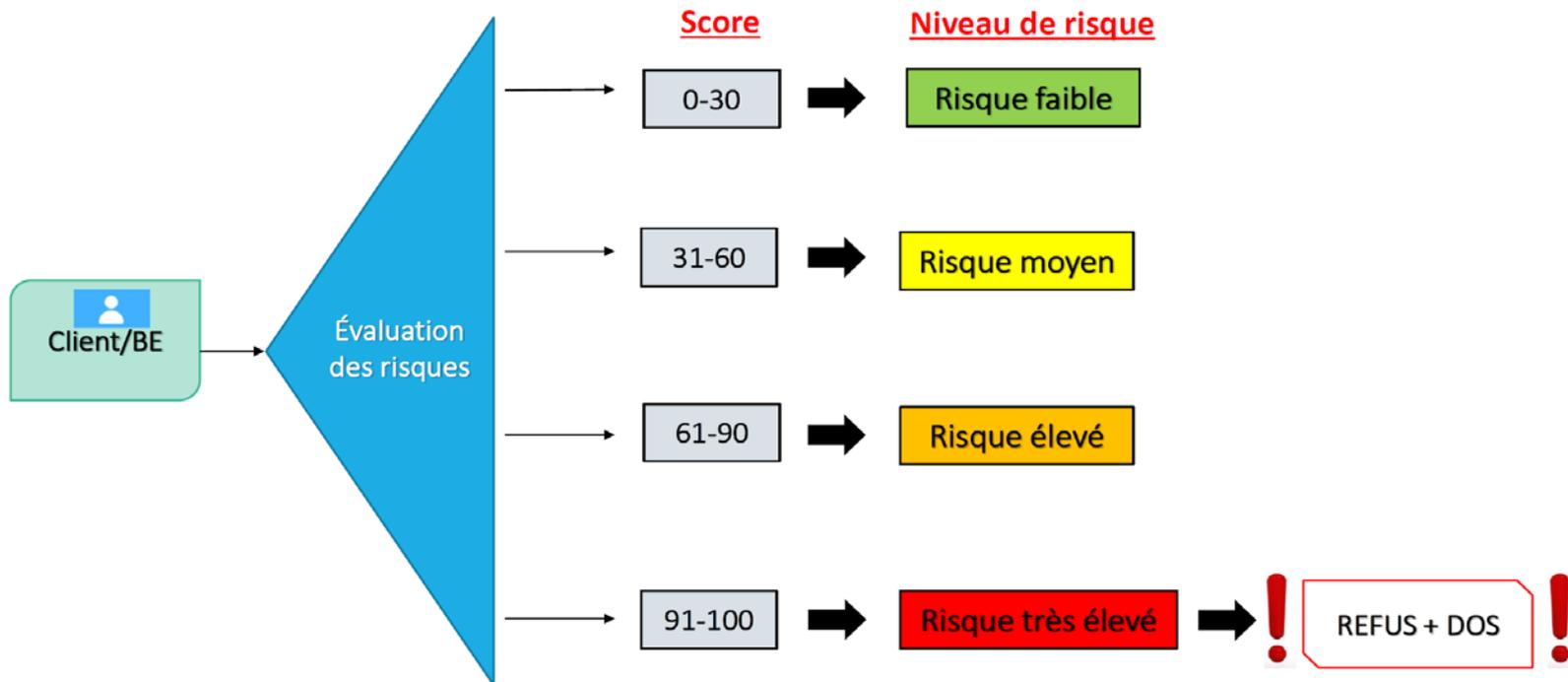


# Recommandations : Conformité – Analyse Risque



# Recommandations : Conformité – Analyse Risque

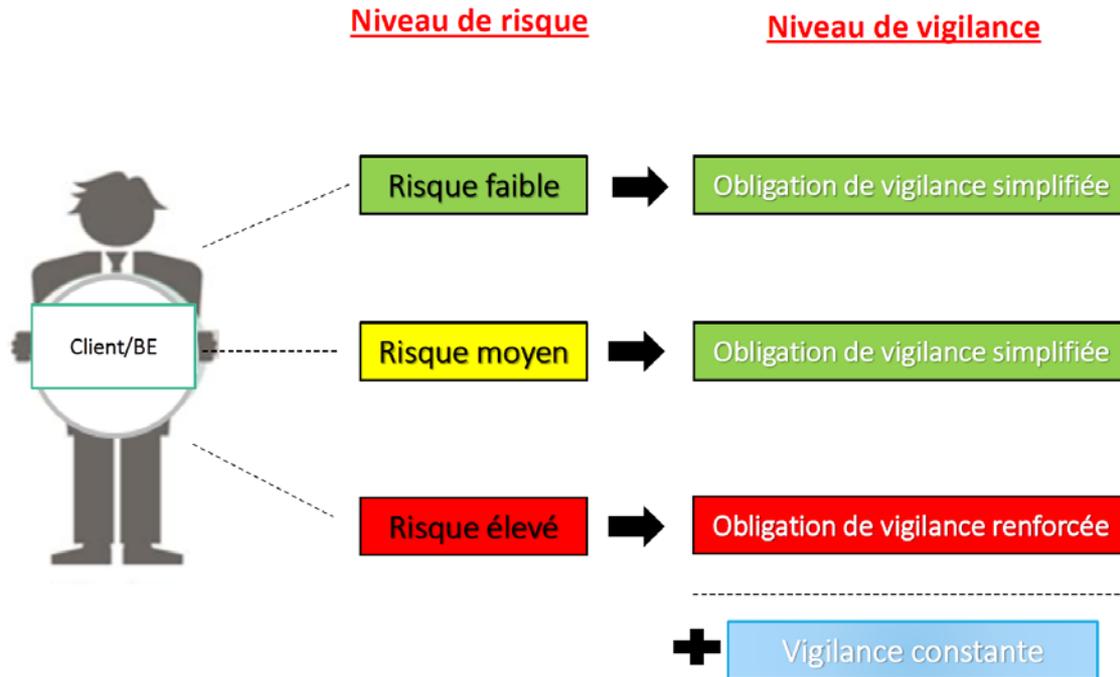
Détermination du risque à l'aide du score final suivant la méthodologie de la RBA



**Attention: Cette illustration est purement indicative**

## Recommandations : Conformité – Analyse Risque

Détermination du niveau de vigilance par rapport à la détermination du risque (score)



**Attention: Cette illustration est purement indicative**

# Recommandations : Conformité – Analyse Risque

---





## Recommandations : Conformité – Analyse Risque

---

- Description des risques identifiés et des mesures de mitigation mises en place afin de minimiser le risque résiduel
- Analyse de risque adaptée aux risques du secteur
  - risques liés au type de clientèle (personne physique, personne morale, provenance, etc)
  - risques liés aux types de transactions
  - risques liés à la provenance des fonds
  - .....
- Description de la méthodologie relative au «risk scoring» et à la segmentation de la clientèle suivant différents niveaux de risques (p.ex. Low, Medium, High)
- **Cohérence entre les risque évalués et la fréquence de vigilance en découlant**

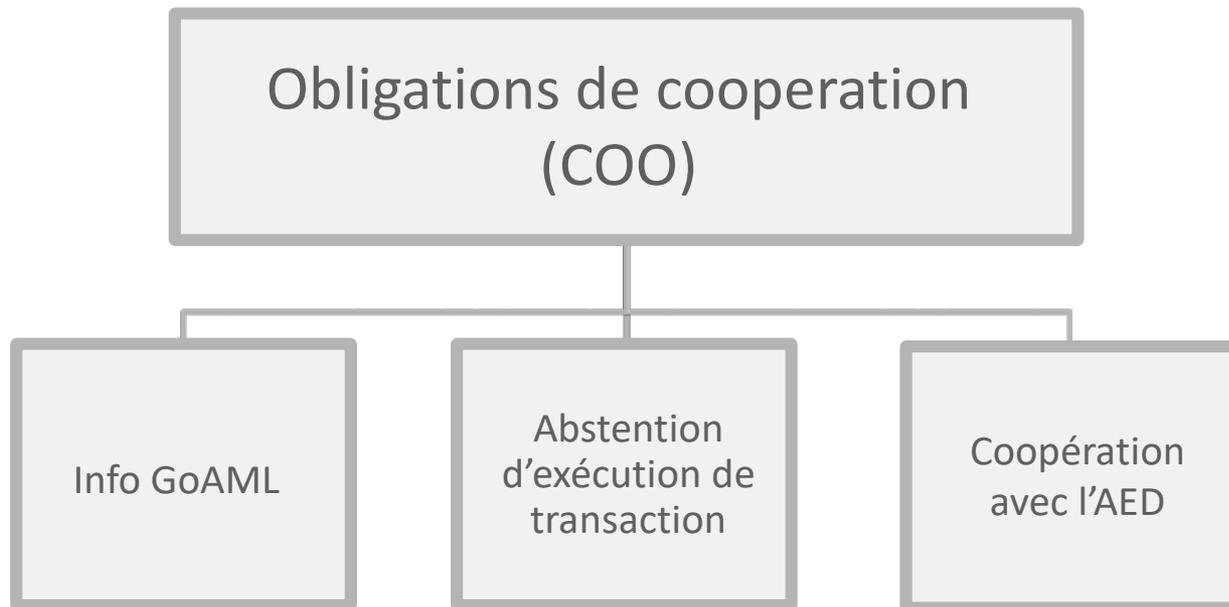
# Les 3 PILIERS des obligations professionnelles :

## l'Obligation de coopération

---



- Quels sont les sous-piliers de l'obligation de coopération ?

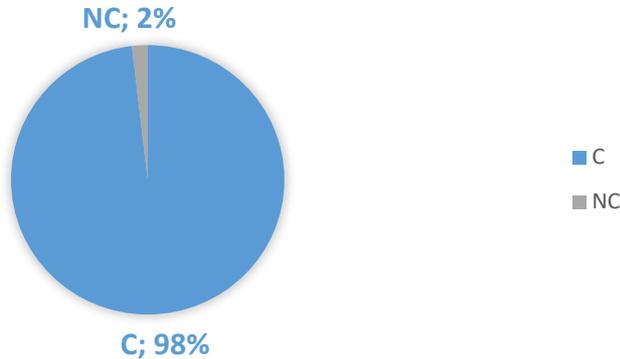


# Constats – Conformité Obligations de coopération (COOP)

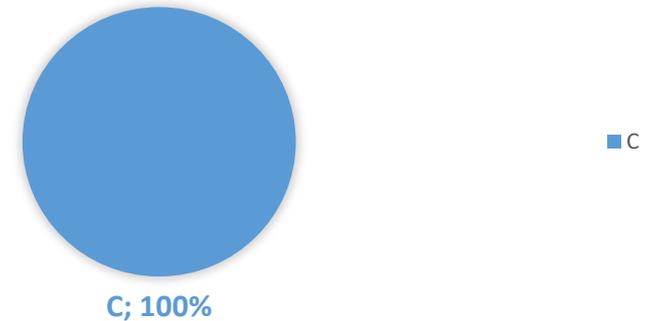


LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA

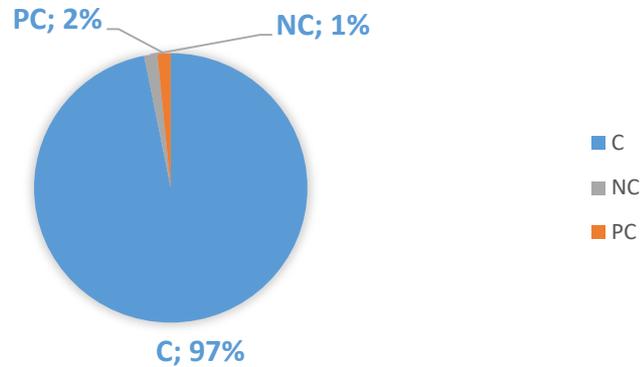
## SECTEUR COMPTABLES - COOP



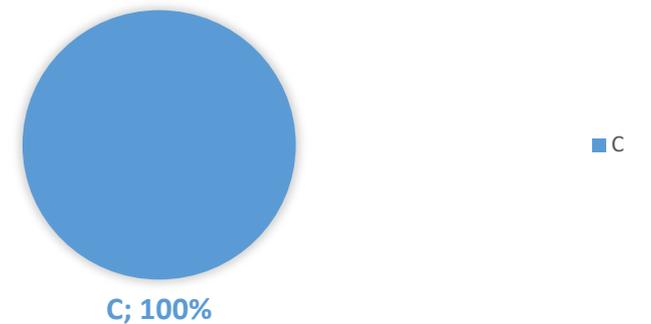
## SECTEUR PSSF BUSINESS CENTRES - COOP



## SECTEUR AGENTS IMMOBILIERS - COOP



## SECTEUR MDB BIJOUTIERS - COOP



C: Conforme LC: Largement Conforme PC: Partiellement Conforme NC: Non Conforme



## INSCRIVEZ VOUS D'OFFICE SUR LE PORTAIL goAML !!



« **Art. 5. Obligations de coopération avec « la CRF, »209 les autorités « et les organismes d'autorégulation »**

« (1) Les professionnels, leurs dirigeants et employés sont tenus de coopérer pleinement avec les autorités luxembourgeoises responsables de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme « et les organismes d'autorégulation, en particulier dans le cadre de l'exercice de leurs pouvoirs de surveillance respectifs conférés par les articles 8-2 et 8-2bis »

Sans préjudice des obligations leur incombant à l'égard « des autorités de contrôle ou des organismes d'autorégulation, »212 les professionnels, leurs dirigeants et employés sont tenus :

a) **d'informer sans délai**, de leur propre initiative la cellule de renseignement financier (...)213 lorsqu'ils savent, soupçonnent ou ont « des motifs raisonnables de soupçonner qu'un blanchiment, une infraction sous-jacente associée ou un financement du terrorisme »214 est en cours, a eu lieu, ou a été tenté, notamment en raison de la personne concernée, de son évolution, de l'origine des avoirs, de la nature, de la finalité ou des modalités de l'opération. Cette déclaration devra être accompagnée de toutes les informations et pièces qui ont motivé la déclaration..... »



## Déclaration d'opération suspecte sur le site de la CRF

 <https://justice.public.lu/fr/organisation-justice/crf.html>



 > [Organisation de la justice](#)

### CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER (CRF)

*Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme*



FAIRE UNE DÉCLARATION D'OPÉRATION  
SUSPECTE À LA CRF





- Vous êtes tenus d'obligations légales;
- Lors de contrôles LBC/FT, les documents sont consultables de suite et/ou sur place;
- Seul le formalisme compte pour démontrer votre conformité;
- Ne sous-estimez pas l'importance du niveau de risque de votre secteur d'activité quelque soit votre activité ou clientèle;
- Les règles en matière LBC/FT vont se renforcer d'avantage.



# QUESTIONS RÉPONSES



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA

# Merçi